



Union  
syndicale  
**Solidaires**



Union  
syndicale  
**Solidaires**

Section de la Bibliothèque nationale de France  
Local syndical Tolbiac, T4, A2, poste : 49.24, messagerie : [sudbnf@hotmail.fr](mailto:sudbnf@hotmail.fr)

## **2014 : face à l'austérité libérale, luttons pour des avancées sociales !**

Comme tous les ans, la direction de la BnF organise un pot de bonne année, pour dire que tout va bien, qu'elle fait les bons choix et qu'il n'y a pas de problèmes à signaler. Pourtant, il n'y a rien à célébrer. En effet, les attaques contre le service public qu'est la BnF et contre ses agents se multiplient.

### **Une cure d'austérité prolongée :**

Le gouvernement actuel poursuit la même politique que le précédent et continue d'imposer au ministère de la Culture une politique de rigueur qui frappe de plein fouet la BnF.

Ainsi, celle-ci va encore voir la subvention versée par l'état amputée de 3,1 millions d'euros et va perdre 29 postes en équivalent temps plein en 2014. Ces pertes de postes s'ajoutent à celles subies ces 4 dernières années. En tout, cela fait 190 postes en ETP qui ont été perdus sur cette période.

Les conséquences négatives de ces destructions de postes et de la baisse du budget sont malheureusement trop connues : sous-effectifs dans les services qui alourdissent la charge de travail des agents restants, remises en cause des missions de conservation et d'acquisitions de documents, suppression du deuxième exemplaire du dépôt légal, dégradations de l'accueil et des services offerts aux usagers-ères, réorganisations sans fin des départements et polyvalence accrue des agents, bouleversement des procédures de travail (dématérialisation).

Tous les départements et toutes les catégories sont touchés par cette austérité accrue, que ce soit à la DMT, au DBF, à la DCO, à la DSR, que ce soit les acquéreurs-ses, les catalogueurs-euses, le personnel de magasinage, le personnel administratif ou technique.

Ce qui provoque aussi un surclassement d'agents dans des fonctions supérieures à leurs statuts, une dégradation des conditions de travail au quotidien, du stress et de la souffrance au travail.

D'autant plus que cela risque de se poursuivre encore pendant plusieurs années.

### **Les travaux du Haut-de-Jardin, un Grand Projet Inutile Imposé :**

Dans le même temps, nous avons pu assister à l'avancement des travaux du Haut-de-Jardin à Tolbiac. Ceux-ci sont alors apparus clairement pour ce qu'ils sont :

- Des travaux inutiles, car il n'était pas nécessaire de remplacer des installations qui fonctionnaient encore très bien.
- Des travaux très coûteux, alors que la BnF est dans une situation de rigueur budgétaire et que des travaux réellement nécessaires, comme l'entresollement des magasins de grande hauteur sont repoussés par manque d'argent.
- Des travaux imposés, menés sans réelle concertation avec le personnel impacté, sans que celui-ci soit totalement informé et surtout sans que celui-ci puisse décider quoi que ce soit.
- Des travaux qui dégradent les conditions de travail des agents concernés. C'est le cas dans les salles de lecture, avec des bureaux trop petits, près des tourniquets, installés dans les courants d'air ; avec l'obligation désormais de se retourner pour utiliser les imprimantes, le poste de contrôle des caméras et celui de la gestion des entrées dans

les salles ; avec des meubles inadaptés, mal conçus ou inutilisables (comme les présentoirs sur les murs des salles). C'est aussi le cas dans le hall Est, à la banque de l'Accueil et à celle du SOL, avec un énorme problème de bruit qui rend le travail insupportable pour les agents concernés, avec un éclairage problématique, des placards peu adaptés, avec une signalétique peu visible qui gêne les usagers-ères et de ce fait les agents et plein de problèmes pratiques dû aux nouveaux équipements.

- Des travaux, comme ceux du nouvel escalier d'accès et de la nouvelle entrée, qui ont surtout pour but de permettre la location d'espaces de la BnF à la société privée MK2, pour des raisons uniquement financières, forme de marchandisation des locaux de l'établissement. Sans compter la dangerosité de ce nouvel escalier et les dysfonctionnements de la nouvelle entrée.

Les agents concernés par ces travaux et notre organisation syndicale ont dénoncé à plusieurs occasions tous ces problèmes. Mais la direction de la BnF se refuse à arrêter les travaux encore en cours et ne propose que des modifications mineures sur les équipements réalisés, sans répondre aux demandes de fond des agents, en particulier sur le changement de lieu de l'accréditation du SOL en attendant un règlement au problème du bruit ; sur une réduction des heures de présence des agents et sur des repos supplémentaires en compensation de conditions de travail dégradées.

### **Une précarité toujours présente :**

Le mouvement social du mois de juin 2013 a permis de faire reculer la direction de la BnF sur certains des problèmes de précarité les plus graves et d'améliorer la situation d'une partie des contractuel-le-s à temps incomplet.

Mais la direction crée encore des formes de précarité. Ainsi, à la DCO, en service public, elle poursuit le recrutement des "vacataires" faussement occasionnel-le-s sur des contrats de 6-7 mois pour des besoins qui sont en fait permanents et qui doivent donner lieu à des contrats de 3 ans. Ce qui est bien sûr illégal et entraîne une précarité supplémentaire pour ces agents. De plus, la direction de la BnF poursuit l'embauche de "vacataires" occasionnels sur des contrats de 10 mois pour les tâches liées à la numérisation des documents, alors qu'il s'agit d'une mission permanente de la BnF. Enfin, la direction de la BnF a décidé de ne plus appliquer la disposition gagnée par la lutte en 2008 qui prévoit la redistribution des contrats à 90 heures qui se libèrent, ce qui représente une perte réelle pour les agents qui auraient dû en bénéficier. La précarité sous différentes formes continue donc de sévir à la BnF.

A ces graves problèmes, on peut en ajouter d'autres, comme la situation difficile des salarié-e-s du nettoyage du site de Tolbiac, dont l'effectif a diminué de 20% en un an à cause de la baisse du montant du marché passé par la BnF. Mais le travail à faire lui n'a pas baissé, ce qui entraîne une surcharge de travail pour les salarié-e-s restant-e-s, des changements sans fin d'affectations de travail sur le site et une pression de leur encadrement. En tant que donneuse d'ordres, la direction de la BnF est directement concernée par cette situation. Elle doit donc intervenir pour que le nombre de salarié-e-s du nettoyage augmente et pour que leurs conditions de travail soient améliorées. De plus, une charte sociale garantissant les droits des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s est nécessaire.

Les agents de la BnF ont prouvé en 2013 qu'ils/elles savent se mobiliser et agir pour défendre leurs droits et leur établissement, comme l'ont montré l'adoption d'une plate-forme revendicative, les deux journées de grève au mois de juin, l'action commune avec la BPI et la BSI et la mobilisation pour la prime exceptionnelle en décembre. Maintenant, il faut poursuivre et amplifier cela.

**Austérité imposée, travaux du Haut-de-Jardin à Tolbiac, précarité, situation dans la sous-traitance... nous avons toutes les raisons de nous mobiliser et d'agir.**

**Nos vœux pour 2014 sont des vœux de lutte et de victoires syndicales !**